

# Mobilisation des parents d'élèves de l'école Victor-Hugo à Cambremer



Mobilisation des parents et élèves de l'école Victor-Hugo, à l'appel des délégués des parents d'élèves, contre la fermeture d'une classe dans cet établissement. Ouest-France

Face à l'annonce d'une fermeture de classe l'année prochaine à l'école Victor-Hugo de Cambremer ([Calvados](#)), les parents d'élèves étaient mobilisés, lundi 25 mars 2024.

Lundi 25 mars 2024, les parents d'élèves et des enfants scolarisés à l'école Victor-Hugo de [Cambremer](#) ([Calvados](#)), mobilisés à l'appel de Daphné Vaidis-Leclercq, présidente déléguée des [parents d'élèves](#) et Natacha Sevestre déléguée des parents d'élèves, se sont retrouvés afin de marquer leur refus de fermeture d'une classe à la rentrée prochaine.

Avoir plus de visibilité

Sur place, Olivier Corre, inspecteur d'académie de la circonscription Lisieux Nord était présent, rejoint par Jérémie Patrier-Leitus député, Xavier Charles, conseiller départemental et Sylvie Fere-mans, maire. Jérémie Patrier-Leitus a remercié Daphné Vaidis-Leclercq et Natacha Sevestre pour leur mobilisation avec les parents d'élèves ici présents. « **Vous vous lancez dans un combat pas facile. Je ne connais pas la liste des fermetures de la circonscription car si l'on a prévenu les syndicats et les directeurs d'établissement on n'a pas jugé bon et utile de prévenir les députés ou les maires de manière officielle.** » L'information n'ayant circulé que par les réseaux sociaux.

« **Jusqu'à fin juillet il peut y avoir un changement de décision. C'est un combat important qu'on arrive ou pas à sauver cette classe, parce que les écoles rurales représentent bien plus qu'une simple école. Ce que je souhaite avec des députés de tout bord politiques, c'est qu'on mette les mêmes moyens de ces quartiers prioritaires de la Ville que dans les territoires ruraux. Il faut que l'on change la loi pour donner de la visibilité aux maires avec une carte scolaire trois ans à l'avance. Ici, la baisse de l'effectif était de deux élèves. L'année dernière ça fonctionne, cette année ça marche plus. Dans la commune il y a un projet de lotissement. Il y a eu dix-huit nais-sances cette année. On demande également de la concertation en amont lorsque l'on prépare les fermetures de classe** », a poursuivi le député.

« **On ira à Paris au ministère de l'Éducation Nationale, avec toutes les communes rurales où on annonce des fermetures et appuyer ce projet de loi à l'Assemblée nationale ! La ruralité n'a pas lieu d'être mise de côté** », scandaient les parents d'élèves. Une délégation de parents s'est ren-due à la mairie pour s'entretenir à huis clos avec Olivier Corre et les élus.